

# Bouteflika victime d'un malaise cardiaque

Ce qui n'était qu'une rumeur en fin d'après-midi d'hier s'est transformé en information officielle peu avant 20 h : le président Bouteflika a fait un «accident ischémique transitoire sans séquelles» qui, même s'il «n'occasionne aucune inquiétude» sur l'état de santé du président de la République, nécessite une «période de repos» en vue de «la poursuite des examens», selon la formulation du Pr Bougherbal, chef du CNMS, qui s'est contenté de cette déclaration laconique.

Cette dépêche sonnait donc

comme la confirmation officielle de ce qui se disait en fin de journée dans certains milieux informés de la capitale, qui faisaient état de l'évacuation du président Bouteflika vers un hôpital étranger, suite à un malaise survenu aux environs de midi.

Selon ces informations, le chef de l'état se trouvait dans sa résidence de Sidi Fredj, sur le littoral ouest de la capitale, lorsqu'il a fait un malaise que ses médecins auraient jugé suffisamment inquiétant pour décider de l'évacuer vers l'hôpital militaire de Aïn

Naâdja. A ce moment-là, affirmant certaines sources, Bouteflika était toujours inconscient. Après une première batterie d'examens au niveau de l'hôpital militaire, décision aurait été prise de le transférer immédiatement à l'étranger, précise-t-on.

C'est d'ailleurs cette option qui aurait décidé les autorités algériennes à communiquer sur ce malaise. Une hospitalisation du chef de l'Etat à l'étranger aurait, en effet, été quasiment impossible de cacher aux médias.

A ce propos, des sources concordantes rapportent que Bouteflika venait de rentrer au pays, après un séjour de quelques jours en Suisse, en vue d'être présent, mercredi prochain, à la traditionnelle finale de Coupe d'Algérie de football. Son état de santé n'étant pas «rassurant», les services de la présidence auraient même commencé à envisager un report de cette finale en vue de permettre au président de la République d'y faire bonne figure. Le «mini AVC» (selon la définition de Wikipedia) d'hier leur aura certainement rap-



Photo : Samir Sid

pelé l'inutilité d'un tel report. Car le communiqué médical d'hier annonce d'ores et déjà la couleur : il ne faut pas trop compter sur d'éventuelles sorties publiques du chef de l'Etat, désormais officiellement sommé d'«observer un repos» en vue de poursuivre ses examens. Il annonce également, et surtout,

un autre débat qui ne manquera pas de s'imposer très vite aux Algériens. Bouteflika est-il toujours en mesure d'assurer ses fonctions jusqu'à la fin de son mandat ? Plus encore, est-il encore concevable d'imaginer sa reconduction pour un quatrième mandat ?

L. S.

## Qu'est-ce qu'un accident ischémique transitoire ?

Un accident ischémique transitoire (AIT) ou ischémie cérébrale transitoire (ICT) est un déficit neurologique d'apparition soudaine, d'origine vasculaire, régressant spontanément en moins d'une heure, sans séquelles et sans anomalies à l'imagerie cérébrale. C'est un type d'accident vasculaire cérébral («mini-AVC»), qui fait craindre la survenue ultérieure d'un accident ischémique constitué (ou infarctus cérébral ou AVC ischémique, dont les lésions sont définitives).

Il s'agit d'une urgence diagnostique et thérapeutique ; tout patient victime de ce type de symptôme doit consulter immédiatement un médecin ou se rendre au service des urgences le plus proche.

(Source Wikipedia)

## SELON LE DOCTEUR DJEBBAR :

# «Des produits médicaux douteux inondent le marché»

**Le président-directeur général du laboratoire Lad Pharma dénonce l'inondation du marché national du médicament par des produits «douteux», allant jusqu'à considérer, de par l'ampleur du phénomène, que «l'Algérie est devenue un véritable chantier d'expérimentation».**

**Mohamed Kebci - Alger (Le Soir)** - Le Dr Djebbar qui intervenait hier, à l'ouverture d'un séminaire national, le septième du genre que son entreprise organise sur le traitement et la prise en charge de l'ulcère du pied diabétique, a, d'emblée, tenu à dénoncer ces importateurs de produits de toutes sortes, dont nombre sans contrôle aucun, non enregistrés, et dont le seul souci est, selon lui, de «gonfler leurs chiffres d'affaires, bafouant toute règle qu'elle soit déontologique ou commerciale».

Phénomène qui anéantit, poursuit-il, «toute initiative de créativité et annihile toute volonté d'investissement local dans le domaine».

Le Dr Djebbar ira plus loin dans son diagnostic en qualifiant ces importateurs de «prédateurs» qui jouent sur les mots en qualifiant leurs marchandises de produits parapharmaceutiques, foulant aux pieds la définition même du médicament qui est avant tout préventif et curatif. «C'est une supercherie, une escroquerie», dit-il, poursuivant par dire que du fait de l'absence de traçabilité et d'homologation de ces produits par les services compétents, ces produits constituent un «réel danger sur la santé publique». Et de considérer que notre santé est «à la merci de ces prédateurs», regrettant, au passage, que des pommades à base de miel ou d'huile d'olive,



Photos : DR

Ces produits constituent un réel danger sur la santé publique.

soient proposées pour le traitement du cancer de la peau.

Ce constat, le premier patron de Lad Pharma, le partage avec le président de la Fédération nationale des associations des diabétiques. Nouredine Boucetta qui participait à cette rencontre, a

enchaîné par dire que «le diabète ne se traite pas par les herbes», n'hésitant pas à qualifier ces herboristes qui ont de plus en plus pignon sur rue, de «véritables marchands de la mort».

Et d'interpeller les pouvoirs publics quant à l'impératif de sévir

à l'effet de limiter ce phénomène.

Pour lui, «tout produit se doit de passer par deux filtres ; celui du département de la santé avec l'agrément y afférent, et celui du Laboratoire national de contrôle». Et de dénoncer énergiquement l'écoulement depuis peu, d'un produit, une pommade pour le traitement du pied diabétique. «Un danger» pour la santé du patient qu'il invitera à ne pas aller au-delà de son triangle dont il constitue un des angles aux côtés du médecin et du pharmacien.

Boucetta pour qui ce n'est pas tant la maladie (le diabète) qui fait peur plus que son traitement et sa prise en charge, regrette le silence des pouvoirs publics qu'il invite à une intervention concertée entre les différents départements, des importateurs se contentant, selon lui, du simple quitus du département du commerce.

M. K.

## DEUXIÈME CONGRÈS DU GROUPEMENT PHARM-UNION

# La collaboration entre les laboratoires et les pharmaciens s'intensifie

**Rassemblés en congrès, les membres du groupement Pharm-Union (GPU) ont précisé hier, que les pharmaciens d'officines jouent un rôle important dans les transferts d'informations aux laboratoires sur les besoins des malades-clients et sur la réalité du marché.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Les membres du GPU ont tenu hier, leur deuxième congrès avec pour objectif, d'avantage de mobilisation dans le but de promouvoir la profession. Pour M<sup>me</sup> Lynda Aït Ahmed, membre fondateur du groupement GPU, il s'agit d'œuvrer pour l'amélioration de l'activité.

«Les adhérents se sont rencontrés afin de faire le bilan et définir les perspectives de l'année. Le pharmacien d'officine vit ainsi une autre ère. La pharmacie est devenue une véritable entreprise, mais qui n'a pas les moyens de répondre convenablement aux besoins du client. Avec ce groupement, nous essayons de répondre aux attentes de clients», a déclaré l'intervenante. Elle précisera, par ailleurs, que les pharmaciens travaillent directement avec les laboratoires, pour avoir les informations. «Nous pouvons collaborer avec les laboratoires parce que nous sommes des professionnels du médicament. Nous pouvons donc don-

ner nos avis, sur ce qu'ils vont produire ou ce qu'ils ont déjà produit. Il y avait un grand vide, les laboratoires avaient besoin d'un retour d'informations. Informations que nous avons de la part de nos clients», dira par ailleurs, M<sup>me</sup> Aït Ahmed.

L'objectif du GPU est d'avoir plus d'adhérents et de pousser les professionnels à l'engagement au sein du groupement. Ils ciblent aussi la régularisation du marché du médicament, à travers les statistiques qui sont en voie d'être développées, concernant la consommation des médicaments notamment. «C'est un projet ambitieux qui demande du temps.

Pour ce qui est des ruptures de certains médicaments, elles résultent du dérèglement du marché, mais nous nous impliquons dans cette problématique. La rupture est multifactorielle et nous pouvons participer à régler cette situation, en fournissant les informations nécessaires sur la consommation des médicaments», explique la spécialiste.

Le GPU, c'est actuellement 450 adhérents, 70 employés et une couverture nationale. Il fait ainsi partie des 30 distributeurs conventionnés, avec la plupart des grands laboratoires de fabrication des médicaments.

F.-Z. B.